

Pourquoi

je démissionne du syndicat

En 1981, Jean était syndiqué CGT à Saulnier-Duval, l'une des principales usines métallurgiques de la région nantaise, au sein de laquelle il subsistait encore des rétifs parmi les damnés de la chaîne de montage, plus de dix ans après Mai 68. D'où l'ambiance faite de réticences au travail, de coulages larvés de la production, parfois même de sabotages. Avec quelques autres complices, Jean diffusa largement cette lettre ouverte devant bon nombre d'usines en Loire-Atlantique, en commençant par Saulnier-Duval, et après avoir expliqué les raisons de sa démission en assemblée générale, sous les cris de haine des staliniens. ■

Après plus de vingt ans dans l'opposition, les Partis qui se réclament de la classe ouvrière viennent de prendre le pouvoir. Cela va-t-il changer quelque chose à notre sort? Beaucoup d'ouvriers pensent qu'il faut attendre et laisser faire le nouveau gouvernement. C'est aussi ce que disent les syndicats qui nous appellent à faire preuve de patience et de réalisme.



Eh bien, disons-le clairement : ce gouvernement est, comme le précédent, au service du capital. Avec lui, l'exploitation et l'oppression vont continuer. La seule différence avec le gouvernement Giscard-Barre, c'est que Mitterrand-Mauroy et Cie ont la confiance des ouvriers, et c'est là dessus que compte le capital pour continuer ses fructueuses affaires. Les premiers pas sont prometteurs. A peine le Smic était-il augmenté qu'une série de hausses des prix était annoncée, comme pour illustrer le piège continu du capital qui reprend par l'inflation ce qu'il cède sur les salaires. Pour calmer les jeunes qui s'apprentent à rentrer au chômage, Mauroy ressort le même «pacte pour l'emploi», tant décrié quand c'était Barre qui les lançait. Gouvernement, patronat et syndicats s'entendent pour réduire le plus lentement possible la durée du travail, le temps de laisser aux patrons la possibilité d'augmenter les cadences et de réorganiser la production pour faire tourner les usines plus longtemps. Avis aux

amateurs du travail de nuit et de week-end! «*Attendez, nous disent nos ministres, ce ne sont que des premières mesures, on fera mieux et plus.*» En attendant, un rapide coup d'œil en arrière nous éclairera peut-être sur ce que nous réserve l'avenir.



En 1914, la gauche entre au gouvernement pour soutenir la guerre capitaliste et appelle à défendre la patrie, c'est-à-dire le droit pour les ouvriers de mourir en défendant le droit des capitalistes à s'enrichir. En 1936, les fameuses « conquêtes » ne furent pas octroyées de bonne grâce par le gouvernement de gauche, mais arrachées par la longue grève générale avec occupation. Quand à la gauche, elle jouait les sapeurs-pompiers. «*Il faut savoir terminer une grève*», dit alors Thorez. Frachon, chef de la CGT déclare: «*Nous savons que beaucoup de patrons ne respectent ni les lois sociales, ni les conventions collectives. Je comprends votre indignation devant ces manquements. Eh bien, malgré cela nous vous demandons de ne pas occuper les usines et d'éviter les grèves dans toute la mesure du possible.*» En fait de conquêtes, il s'agissait de concessions temporaires que la bourgeoisie lâchait pour faire reprendre le travail. Un an après, la mise en application de la loi sur les 40 heures était lettre morte; les augmentations de salaire avaient fondu; il restait les congés payés, devenus de toute façon une nécessité et adoptés ensuite par les principaux pays capitalistes. En 1945, tous les partis s'unissent pour remettre au travail les ouvriers qui auraient pu croire le moment venu de se libérer du capital. Les partis de gauche et la CGT, par la voix de Frachon appellent à «*retrousser les manches*». Thorez en personne s'oppose à la grève des mineurs en ces termes: «*Produire, faire du charbon est aujourd'hui la forme la plus élevée de la conscience de classe*», et le leader de la CGT, Gaston Monmousseau déclare: «*La grève, c'est l'arme des trusts.*» Ambroise Croizat, leader des métallos CGT devenu ministre du Travail autorise les heures supplémentaires «*dans la limite de 20 heures par semaine*», autorisant ainsi des semaines de 60 heures. Dans le même temps, ces prétendus ministres ouvriers furent solidaires pour mater dans le sang les révoltes dans les colonies: pas moins de 10 000 morts à Sétif en Algérie; 80 000 à Madagascar. Par la suite, la gauche se distingua encore en 1956: élue sur le thème de la «*paix en Algérie*», elle vota unanimement les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet pour intensifier la guerre.



Peut-on attendre mieux aujourd'hui? En 1978, lors de sa campagne électorale, Mitterrand nous a prévenus: «*Il est vrai que la crise existe, il faudra la payer. Un grand effort national sera nécessaire... Nous serons plus à l'aise pour demander des sacrifices aux travailleurs.*» Son futur Premier ministre disait, à l'adresse de Peyrefitte: «*Vous finirez par provoquer une révolution à force de vous enfermer dans vos privilèges, à force de confisquer le pouvoir et l'argent. Si bien que le bon choix, le plus tranquille et le plus calme, c'est de voter pour le changement.*»

Aujourd'hui, c'est chose faite: la droite usée et vomie par les travailleurs a passé le relais à la gauche pour qu'elle joue le même rôle de représentants des intérêts de la bourgeoisie et parce qu'elle est la mieux à même, grâce à sa casquette sociale, de détourner les ouvriers de cette révolution dont parle Mauroy. Il ne faut donc pas s'étonner de retrouver dans ce gouvernement, côte à côte avec les ministres PC, PS et chefs syndicaux, des patrons comme Dreyfus, ministre de l'Industrie et PDG de Renault pendant vingt ans; ou des spécialistes de la répression anti-ouvrière du genre de Grimaud, préfet de police à Paris en Mai 68, devenu chef de cabinet du ministre de l'Intérieur Deferre. Voilà qui va donner un sérieux coup de main à Séguy qui s'estimait, dans une interview au journal *L'Express* en 1978, «*en mesure dans le mouvement syndical, comme nous en avons fait la démonstration en Mai 68, de maîtriser toute velléité de débordement ou d'irresponsabilité gauchiste*».



La triste histoire de la gauche au pouvoir, que ce soit en France ou à l'étranger, illustre la faillite des vieilles idées fausses sur le socialisme, qui ont fait tant de ravages dans le mouvement ouvrier. On nous a présenté le socialisme comme la victoire, le plus souvent électorale, d'un parti qui prendrait la place du parti vaincu à la tête de l'Etat pour le diriger soi-disant dans l'intérêt des travailleurs. Il suffisait, d'après cette conception, de remplacer à la tête des usines les patrons privés par des gestionnaires publics, pour faire disparaître l'exploitation. La formule a connu des succès divers, à l'Est comme à l'Ouest, mais n'a guère fait mieux que le capitalisme classique: partout, les ouvriers triment dans les usines, font le même travail d'OS ou d'OP sous la férule de directeurs étrangement

semblables ; partout, ils payent les conséquences des crises économiques, et sont bons pour le service quand il s'agit de résoudre la crise par la guerre. La forme des choses a peut-être changé mais, fondamentalement, elles sont les mêmes : exploitation de l'homme par l'homme, comme l'exemple de la Pologne le montre.



Le capitalisme qu'il s'agit d'abattre se fonde sur la possession des moyens de production par une classe minoritaire, la bourgeoisie, privée ou d'Etat, à laquelle les prolétaires sont forcés de vendre leur force de travail devenue marchandise s'ils veulent survivre. Le patron, l'entreprise, l'Etat capitaliste, poursuivent le même but : extraire le maximum de profit des ouvriers qu'ils exploitent collectivement et ne leur laisser que le salaire minimum nécessaire à la reproduction de leur force de travail. La concurrence entre patrons, entre entreprises, entre Etats est acharnée. Il en résulte l'anarchie du marché et de la production, le gaspillage d'immenses forces productives, en particulier dans les crises économiques, la mutilation des producteurs condamnés à vie à la même tâche parcellaire dans les bagnes industriels modernes et, en fin de compte, les guerres entre Etats pour le repartage des sources de matières premières et des marchés, qui aboutissent à la destruction pure et simple des forces productives et rendent possible une nouvelle reconstruction du capital. Alors qu'il est déjà matériellement possible, par exemple, d'éliminer totalement la famine en mettant en application les techniques modernes, de réduire à quatre heures par jour la durée du travail en éliminant les productions qui ne se justifient que par l'organisation capitaliste de la production (par exemple l'armement), de supprimer le travail d'OS, etc., on continue de chanter le vieux refrain du capital : « Production, compétitivité, sacrifices » et aussi « Travail, famille, patrie ». Contre ces socialistes prétendument modernes et réalistes, il faut opposer les vieux mots d'ordre du mouvement ouvrier : « Abolition du salariat et du patronat. L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »



Les ouvriers ont confiance dans la gauche réformiste, ses partis et ses syndicats qui sont maintenant au pouvoir. Cet espoir dans le réformisme, c'est en gros l'espoir qu'on peut sortir de la crise et améliorer notre sort

sans lutter contre le capital et sans le détruire. Il est grand temps de perdre cette illusion. Tant que le capitalisme était relativement prospère, comme jusqu'en 1970, il pouvait céder quelque chose aux esclaves salariés que nous sommes. Il est incontestable que notre sort s'est sensiblement amélioré depuis la dernière guerre. La classe ouvrière s'est ainsi pénétrée de l'idée que la bonne santé de ses maîtres capitalistes était la condition de la sienne, l'idée de la collaboration et de l'association entre le travail et le capital. C'est tout naturellement sur le terrain immédiat des rapports entre ouvriers et patrons, dans l'usine, et donc dans les syndicats, que cette idée s'est le mieux développée. Ce rapport entre le capital et le travail a produit tout un réseau d'institutions de négociation et de discussion de toute sorte entre ouvriers et patrons, d'où la lutte de classes était totalement exclue, chloroformée.



Mais il y a des limites. D'abord, si notre sort s'est amélioré, il faut savoir que celui de la bourgeoisie l'a encore été bien plus vite, que tout l'appareil de répression, d'oppression, d'endoctrinement s'est renforcé, que le fossé entre les classes s'est accru. Et, surtout, le mécanisme même du capital a conduit à cette crise que nous traversons depuis dix ans, où les oppositions de classe apparaissent plus clairement. La lutte est d'autant plus difficile à engager aujourd'hui à cause de notre habitude d'un capitalisme relativement sans heurts graves, et à cause de ces organisations syndicales et politiques qui jouaient hier le rôle d'amortisseurs sociaux grâce aux miettes qu'elles pouvaient grappiller et qui sont absolument impropres à la lutte. Désormais intégrés dans le capitalisme dont elles dépendent, habituées à la négociation-concertation, elles s'opposent frontalement à toute tentative sérieuse de la part de la classe ouvrière de refuser son rôle soumis d'esclave consentant et d'entrer en lutte pour sauver sa peau, au besoin par la violence de classe. C'est ce qu'a clairement montré Mai 68 et d'autres mouvements depuis (comme par exemple les luttes de Denain et Longwy en 1979). Face à un puissant mouvement des masses ouvrières qui menace l'ordre établi, syndicats et partis interviennent pour la défense de l'ordre contre le mouvement, faisant reprendre les ouvriers pour un plat de lentilles du genre des négociations de Grenelle en 1968. Et, quand il n'y aura plus de lentilles, c'est par la force qu'elles s'opposeront aux ouvriers. Ce n'est pas la faute de mauvais dirigeants qui « trahiraient » et qu'il

suffirait de virer, c'est la fonction même des syndicats, fondamentalement réformistes, bornant leur horizon à la défense de la condition des ouvriers dans le cadre du capitalisme sans jamais remettre en cause le capitalisme lui-même. Quand la crise pousse spontanément les ouvriers à entrer en lutte contre ce système, à refuser leur condition d'esclaves et à revendiquer leur condition d'hommes libérés du capital, des organisations bâties sur le terrain de la défense du salariat ne peuvent que faire faillite.



La bourgeoisie la plus intelligente a vite compris l'intérêt qu'elle aurait à reconnaître officiellement les syndicats, dans le but d'encourager le développement des idées de collaboration de classe et la paix sociale. C'est le ministre socialiste de l'Armement, Albert Thomas, alors que la bourgeoisie française était en guerre, qui mit en place les premiers délégués dans les usines d'armement, en 1917. Le rôle de ce qu'on appelait alors des délégués d'atelier était ainsi défini: «*Favoriser les relations régulières entre les industriels et leur personnel et éviter des incidents en donnant aux ouvriers le moyen de formuler d'une façon régulière leurs revendications.*» Le système des délégués du personnel fut étendu en 1936 à toute l'industrie, sur demande du patronat. En 1945, l'intégration se renforce avec le développement des nationalisations, qui associent les syndicats à la gestion des entreprises, la création des comités d'entreprise, les heures de délégation. En 1968, un point important des accords de Grenelle est la reconnaissance officielle des syndicats dans l'entreprise. Il faudrait aussi mentionner toute la liste d'organismes de discussion et de négociation où l'on retrouve des représentants du patronat et des syndicats, quelquefois également de l'Etat, qui remplissent la même fonction d'amortisseur social, d'étouffoir de la lutte des classes, du genre : commissions paritaires, conseils de prud'hommes, commissions du Plan, comité de ceci ou de cela, etc.



Prenons l'exemple des délégués du personnel et des comités d'établissement. Les délégués du personnel rencontrent légalement le patron tous les mois pour lui transmettre les revendications individuelles ou collectives de leurs camarades. La plupart du temps, le patron répond qu'il n'y peut rien, qu'il y a la concurrence, que ça coûte trop cher, etc. Quelquefois, pour des broutilles insignifiantes, il répond qu'il va voir ça, et

ainsi de suite tous les mois. Ceux qui ont assisté à ce rituel savent qu'il n'y a rien de bon à en tirer. C'est uniquement par la lutte collective qu'on peut obtenir quelque chose, et non par la collaboration de classe. Les comités d'entreprise créés en 1945 par le gouvernement d'union nationale sont plus importants. Ils servent à associer les syndicats à la gestion de l'entreprise en lui donnant un petit droit de regard sur sa situation économique et financière. Et par le biais des «œuvres sociales», financées par le budget du CE et gérées par les élus au CE, les syndicats eux-mêmes deviennent des gestionnaires de la force de travail dans l'intérêt de l'entreprise, jouant le rôle d'intermédiaires entre le patron et les ouvriers. Le rôle que les CE jouent dans la collaboration des classes est clairement défini dans la loi du 16 mai 1946 : *« Le comité d'entreprise coopère avec la direction à l'amélioration des conditions collectives d'emploi et de travail, ainsi que des conditions de vie du personnel au sein de l'entreprise [...]. Il étudie les mesures envisagées par la direction et les suggestions remises par le personnel en vue d'améliorer la production et la productivité de l'entreprise [...]. Il propose en faveur des travailleurs ayant apporté, par leurs initiatives et leurs propositions, une collaboration particulièrement utile à l'entreprise toute récompense qui lui semble méritée... »*, etc.



Ici encore, il doit être clair que ce genre d'organismes est là pour tenter d'étouffer la lutte de classe, et la bourgeoisie ne s'en cache d'ailleurs pas. Ils n'ont d'intérêt que dans la mesure où l'on est d'accord avec le patron pour que l'entreprise fasse le plus de profit possible et se taille la meilleure place sur le marché. A travers les fonctions qu'il remplit, le délégué devient, qu'il le veuille ou non, qu'il soit sincère ou pas, un rouage de l'entreprise nécessaire à son bon fonctionnement ; un spécialiste capable de discuter avec les patrons des questions économiques, de savoir s'il vaut mieux investir ici ou là pour que la boîte tourne bien ; chargé de faire appliquer la loi et le droit du travail qui n'est que le droit pour les patrons de nous exploiter dans les normes ; faisant le travail d'une assistante sociale ; et bénéficiant pour tout cela d'un temps payé – les fameuses heures de délégation – pendant lequel il échappe au travail et à la discipline abrutissante de l'usine. Au bout de quelques années, le militant combatif du départ se transforme en bureaucrate intégré au système, et en vivant. Il ne comprend plus la lutte et, quand elle éclate, il tente de l'orienter vers les objectifs que son expérience

lui a rendus familiers: la défense de l'entreprise, de sa production, de l'économie nationale: «Produisons français». Il accepte, par exemple, des licenciements, ou le blocage des salaires qui sont nécessaires en bonne logique capitaliste à la survie de l'entreprise; il s'oppose aux formes de lutte qui ne respectent pas la légalité du droit du travail. Bref, il finit par se comporter comme un allié du patron dans les rangs ouvriers Aujourd'hui, l'intégration des syndicats au capitalisme est définitive. Il est illusoire d'espérer les transformer de l'intérieur, de s'en servir comme une arme pour la lutte de classe et l'émancipation de la classe ouvrière, comme je l'ai moi-même cru. Ce n'est pas une arme, même mauvaise de la lutte de classe, c'est un obstacle. Ce n'est pas une question de mauvais militants, c'est la nature et la fonction même des syndicats qui est en cause, bornant leur activité à une illusoire amélioration du sort des ouvriers à l'intérieur du système.



Telles sont les raisons pour lesquelles je démissionne de la CGT, et ce n'est évidemment pas pour créer un autre syndicat ou aller à la CFDT ou à FO. Les divergences entre ces syndicats ne sont qu'une question de nuances et, dans les phases aiguës de la lutte des classes, ils se retrouveront tous unis contre le mouvement (*cf.* Mai 1968). Aujourd'hui où la gauche est au pouvoir, le rôle de collaboration de classe des syndicats va encore s'amplifier. Mais les patrons eux-mêmes savent que la crise va s'amplifier, et que la gauche qui défend aujourd'hui les intérêts capitalistes n'aura pas cent sept ans la confiance des ouvriers. La gauche et les patrons intelligents cherchent donc à prévenir les inévitables explosions de la lutte sociale. Ils cherchent à tisser tout un réseau de négociations pour étouffer ces luttes et vont probablement donner plus de pouvoir aux syndicats pour qu'ils remplissent ce rôle.

Plus que jamais la défiance à l'égard des syndicats doit donc se renforcer. C'est en dehors d'eux qu'il faut préparer les luttes, qu'il faudra demain les organiser, en assemblées générales, comités de grève révocables par les grévistes, coordination entre les usines, de façon totalement indépendante de la bourgeoisie et des syndicats, aussi bien pour les objectifs que pour les méthodes de la lutte. ●

Jean

1981